

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE LE 24 JANVIER 2019

Les organisations syndicales CGT Éduc'action – SNES, SNEP, SNUEP, SNETAP de la FSU - Sud Éducation de l'académie de Toulouse font l'analyse qu'à travers notamment les reformes des lycées généraux et technologiques, de la voie professionnelle et du baccalauréat, de Parcoursup, **le modèle éducatif en train de se mettre en place est un modèle libéral de concurrence généralisée, d'inégalité, et de tri social, auquel il est urgent de mettre un coup d'arrêt.**

POUR UNE AUTRE VISION DU SYSTÈME ÉDUCATIF : NON AUX INÉGALITÉS !

- Des remontées des académies, **il se dégage une cartographie profondément inégalitaire de l'offre de formation.** On peut ainsi évoquer de multiples situations où l'accès aux enseignements se restreint fortement.
- **La liberté de choix laissée aux élèves et aux familles tant vantée par le ministre n'est qu'un leurre et fait courir le risque d'enfermer certains jeunes dans des impasses.** La logique de tri apparaît aussi à travers des programmes qui apparaissent particulièrement sélectifs voire élitistes.
- Dans l'enseignement professionnel, **la réduction des horaires d'enseignement des disciplines générales pénalisera les élèves et compromettra leurs poursuites d'études.** Les secondes organisées en familles de métiers impliqueront une déprofessionnalisation des filières professionnelles.
- Le baccalauréat, tel que le ministre l'a imposé aux élèves et aux personnels, par l'importance qu'il donne au contrôle local **via le contrôle continu, va se transformer en diplôme local.**

POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL : NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES !

- Le contexte de préparation de rentrée est marqué par l'amplification des suppressions de postes dans le second degré : **dans notre académie, une cinquantaine de postes sera supprimée dans le second degré, conduisant à une nouvelle dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels.**
- Dans les lycées, la conjugaison de la mise en place de la réforme des lycées et des suppressions de postes conduira à une « optimisation » des moyens par une augmentation du nombre de classes à plus de 35 élèves. Dans la voie professionnelle, la réduction de l'équivalent de 9 à 11 semaines de cours sur le cursus Bac pro et de 2 à 6 semaines pour les CAP permettra aussi au ministre de supprimer des postes.

POUR UNE REVALORISATION ET LE RESPECT DE NOS PROFESSIONS : NON AU MÉPRIS !

- **Pour contraindre les personnels à effectuer des heures supplémentaires (et alourdir donc leur charge de travail), le ministre entend même modifier les textes statutaires en portant à 2 le nombre d'heures supplémentaires obligatoires.** Il ose présenter cela comme une mesure répondant à l'exigence de revaloriser le pouvoir d'achat des enseignants. Le gouvernement passe en fait sous silence le décrochage salarial. **Les personnels de l'Éducation nationale et tous les fonctionnaires doivent être revalorisés (dégel du point d'indice, rattrapage des pertes de pouvoir d'achat etc.).**
- Le choix du Gouvernement n'est pas budgétaire, il est politique et idéologique : **il se prive de certaines recettes par des mesures fiscales scandaleuses (suppression de l'ISF) et fait ensuite porter sur les fonctionnaires le poids des économies** qu'il juge nécessaires pour atteindre l'équilibre budgétaire. Autre marque de mépris : **l'article 1 du projet de loi dite sur l'école de la confiance vise à accentuer les moyens de pression sur les personnels en attaquant leur liberté d'expression.** Cela se conjugue avec le management par l'évaluation, les atteintes à notre liberté pédagogique, les programmes imposés et orientés idéologiquement

Les organisations syndicales CGT Éduc'action – SNES, SNEP, SNUEP, SNETAP de la FSU - Sud Éducation appellent lycéens et personnels à une journée d'action et de grève massive le 24 janvier pour :

- **LE RETRAIT DE LA RÉFORME DES LYCÉES, DU BACCALAURÉAT ET DE PARCOURSUP,**
 - **L'ABANDON DU PROJET DE SERVICE NATIONAL UNIVERSEL,**
 - **L'ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES,**
 - **L'AUGMENTATION DES SALAIRES,**
- **LE RESPECT DE NOS PROFESSIONS ET DE NOTRE LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE**
- **LE RESPECT DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DE MANIFESTATION.**

RASSEMBLEMENT ACADÉMIQUE à TOULOUSE
RDV à 14H00 devant le Rectorat
MANIFESTATION vers le Monument aux Morts